



Cisjordanie : la récolte des olives sous l'occupation israélienne, saison sanglante

Plus que jamais, récolter le fruit de ses oliviers, en Cisjordanie, signifie jouer avec sa vie. Si deux agressions ont été largement médiatisées et ont suscité l'indignation internationale, les Palestiniens risquent le pire chaque jour sur leurs terres.

Gwenaëlle Lenoir

19 octobre 2026 à 19h57

Beyrouth (Liban). – En 2025 déjà, le ministre de l'agriculture palestinien, Rizeq Salimiya, déplorait « la pire saison depuis soixante ans ». Que dira-t-il cette année ? Les violences perpétrées par les colons israéliens, souvent assistés par l'armée, sont plus nombreuses que jamais. Le développement effréné de la colonisation depuis l'instauration du dernier gouvernement Nétanyahou en décembre 2022, l'impunité dont jouissent les suprémacistes juifs, la politique d'épuration ethnique à l'œuvre en Cisjordanie, en sont les principaux facteurs d'explication.

Yesh Din, organisation israélienne de défense des droits humains, a recensé 486 incidents violents impliquant l'armée et les colons israéliens rien qu'entre le 27 septembre et le 14 octobre en Cisjordanie, dont 237 liés directement à la récolte des olives. Cent soixante dix-huit attaques avaient été recensées tout au long de la saison 2025.

Les réseaux sociaux sont pleins d'images d'hommes masqués, armés de bâtons et de barres de fer, à pieds ou en 4x4, s'en prenant à des Palestinien·nes dans des champs d'oliviers, exigeant leurs papiers d'identité, voire récoltant eux-mêmes les olives sur des terres palestiniennes.



Des Palestinien·nes cueillent leurs olives à Hébron, en Cisjordanie occupée par Israël, le 15 octobre 2026. © Photo Hazem Bader / AFP

Certaines violences, plus que d'autres, attirent l'attention des chancelleries occidentales et des médias : ce sont celles qui impliquent des victimes étrangères. Vendredi 16 octobre, Heidi Levine, photojournaliste états-unienne missionnée par le *Washington Post*, couvrait avec d'autres professionnel·les des médias la récolte des olives dans le village d'Abou Fallah, près de Ramallah. Encerclée et jetée à terre par des colons israéliens masqués et armés de bâtons, elle a été tabassée pendant plusieurs minutes. Son matériel a été volé. L'agression a été filmée par de nombreux témoins sur place, dont des journalistes palestinien·nes et étrangers. Heidi Levine, qui assure avoir eu la vie sauve grâce à son gilet pare-balles et à son casque, a été transportée dans un hôpital de Ramallah, puis un établissement de Tel-Aviv où elle a dû être opérée.

Avant elle, plusieurs autres journalistes avaient été attaqués et blessés par des colons, parfois en présence d'une armée israélienne passive : le 6 octobre, un photographe de l'AFP, Jaafar Achtiyé, a été frappé à coups de crosse. Le 8, un correspondant portugais, Ricardo Esteves Ribeiro, a été arrêté et expulsé. Deux jours plus tard, un autre photographe, palestinien, Issam al-Rimawi, a été touché par un tir de balles en acier enveloppées d'une faible couche de caoutchouc.

Heidi Levine a reçu samedi, sur son lit d'hôpital, un coup de téléphone du président israélien, Isaac Herzog, qui a condamné les « émeutiers », sans plus de précision. Les professionnels des médias palestiniens n'ont pas eu, eux, ce type d'attention.

Un maire nordiste agressé

Autre incident qui fait désordre pour les autorités israéliennes, samedi 17 octobre : un convoi de diplomates européens, français, belges et néerlandais se rend à Taybeh, une localité chrétienne de Cisjordanie en proie à de multiples ordres militaires d'interdiction de circuler et attaques de colons, pour la signature du jumelage avec la ville française d'Aulnoye-Aymeries (Nord). Sont aussi présents dans le cortège le maire d'Aulnoye-Aymeries et des dignitaires religieux. Tous se rendent ensuite sur les terrains où se déroule la récolte des olives.

Le convoi est pris à partie par des colons masqués et armés de bâtons, qui brisent une vitre du véhicule belge et exigent les papiers d'identité, avant d'asséner des coups de pied au maire d'Aulnoye-Aymeries, Bernard Baudoux, filmé assis par terre, le dos contre une voiture. L'élu communiste se dira ensuite « *choqué par cette agression d'une violence inouïe* », au micro d'un journaliste de la télévision turque TRT.

Le ministère des affaires étrangères français a condamné « *fermement* » et appelé « *les autorités israéliennes à arrêter les auteurs de cette agression gravissime et à les traduire en justice* ». Benjamin Netanyahu, en pleine campagne électorale, a rejeté la responsabilité de l'attaque sur les diplomates, leur reprochant de ne pas avoir coordonné leur déplacement avec l'armée israélienne. Lundi matin 19 octobre, les autorités israéliennes ont annoncé l'arrestation de « *dix individus* » en relation avec ces actions violentes, sans préciser si les personnes interpellées étaient des colons.

Rien ne dit que l'enquête ira plus loin. En général, les investigations pour des faits mettant en cause les colons ou les soldats, y compris celles annoncées sous la pression de réactions internationales, sont enterrées rapidement et ne débouchent sur aucune poursuite.

Épuration ethnique

Pour sérieuses qu'elles soient, ces deux agressions ne sont que l'arbre qui cache la forêt et la confirmation que les attaques contre les Palestinien·nes, elles, n'intéressent pas beaucoup les chancelleries occidentales. Même si elles contreviennent gravement au droit international et sont encore plus nombreuses

cette saison que l'an dernier.

Elles s'inscrivent dans l'épuration ethnique à l'œuvre en Cisjordanie, décrite par B'Tselem dans un rapport publié en septembre. Car empêcher la récolte des olives signifie priver la population palestinienne de ressources significatives, alors que la crise économique, largement liée à l'occupation, frappe durement les ménages palestiniens.

« Un cinquième des familles palestiniennes de Cisjordanie reçoivent un complément de revenus très important grâce à leurs olives, explique Abaher el-Sakka, sociologue et professeur à l'université Bir Zeit. Cela permet de payer l'école des enfants, des soins. Il y a toute une économie basée sur cette récolte, au-delà de l'entraide familiale : les pressoirs, les ouvriers, les chauffeurs des camionnettes qui transportent la récolte, tout un réseau qui vit, pendant un mois et demi, de cette récolte. »

Mais les autorités israéliennes s'échinent à asphyxier l'économie cisjordanienne. Empêcher la récolte des olives fait partie d'un arsenal toujours plus fourni. Ainsi, un décret émis par l'armée en septembre interdit aux Palestinien·nes la récolte sur des terres unilatéralement décrétées « terres domaniales », propriété de l'État d'Israël, quand bien même elles sont exploitées par des familles palestiniennes depuis des décennies ou des siècles. « *C'est une première depuis les accords d'Oslo de 1993, assure Abaher el-Sakka. C'est un cran supplémentaire dans la politique coloniale israélienne qui vise à récupérer les terres palestiniennes.* »

« De l'occupation de 1967 à l'an dernier, nous n'avons eu aucun problème pour récolter nos olives. »

Moussa Srour, historien palestinien

La famille élargie de Moussa Srour, historien, professeur à l'université Bir Zeit, en fait l'amère expérience. Cette lignée de notables possède des « *dizaines d'hectares, dont des oliviers* » à Ni'lin, bourgade à l'ouest de Ramallah, proche de la ligne verte. Le mur de séparation, largement érigé sur des terres palestiniennes à partir de 2003, a amputé une partie des possessions de la famille Srour.

« De l'occupation de 1967 à l'an dernier, nous n'avons eu aucun problème pour récolter nos olives, raconte ce spécialiste de Jérusalem à l'époque ottomane. Nous étions même autorisés à aller dans nos champs de l'autre côté du mur pour cueillir nos olives. Mais cette année, nous avons vu arriver des dizaines de colons en provenance d'avant-postes. Avec un bulldozer, ils ont ouvert un chemin sur nos terres agricoles, avec l'objectif d'y installer un avant-poste sur notre propriété, que nous possédons depuis dix siècles et qui est aussi un site archéologique romain. Ils ont arraché des oliviers très anciens, plantés avant même que nous achetions ces terres. »

Surtout, reprend l'historien, « un de mes cousins, sa femme et ses enfants ont été arrêtés, pendant la cueillette, par quatre soldats qui leur ont dit que c'était la terre d'Israël, les olives d'Israël, et les ont accusés de vol ! Sur leurs propres champs ! »

Chaque jour, raconte-t-il encore, « une jeep blanche vient et l'armée confisque des sacs d'olives et même les échelles, sous prétexte que ces terres ont été déclarées "terres domaniales". C'est la première fois dans notre histoire. »

Moussa Srour a précipité la cueillette de ses olives et l'a déjà terminée. « Nous y sommes allés très tôt le matin, et nous nous cachions quand nous entendions une voiture arriver », ajoute-t-il.

La pratique des zones militaires fermées s'est beaucoup généralisée en ce début de saison des olives. Sous prétexte de sécurité, elle oblige les Palestinien·nes à demander une coordination avec l'armée israélienne pour se rendre sur leurs parcelles, accessibles par conséquent uniquement sous escorte, dans des créneaux temporels limités. Surtout, c'est l'occupant qui décide quand l'occupé peut jouir de sa propriété. Ou non.



L'ordre militaire qui interdit aux citoyen·nes israélien·nes de pénétrer dans une zone délimitée par l'armée, sur les terres des villages de Tourmassaya, Al-Moughayer et Abou Fallah.

© Documents Mediapart

Les ordres militaires sont variés et multiples, mais tous constituent des obstacles à la cueillette. Hussein al-Hourani, agriculteur de Masafer Yatta, dans la région d'Hébron, et activiste, nous en a transmis un « d'un nouveau genre », assure-t-il, car il court sur une durée d'une année. Il interdit aux citoyen·nes israélien·nes de pénétrer dans une zone délimitée par l'armée, sur les terres des villages de Tourmassaya, Al-Moughayer et Abou Fallah, là où Heidi Levine a été passée à tabac. « J'ai interpellé l'officier qui nous empêchait d'entrer sur ces terres et nous a montré l'ordre sur son téléphone : "Cela ne me concerne pas, je suis Palestinien, je suis chez moi, pourquoi n'allez-vous pas arrêter et expulser les colons ? Ce sont des citoyens israéliens", relate-t-il à Mediapart. Il m'a répondu : "Cela concerne les activistes et les journalistes israéliens et internationaux". »

Mediapart a envoyé les clichés de l'ordre militaire en question à l'armée israélienne et demandé des précisions. À l'heure où cet article est publié, nous n'avons pas reçu de réponse.

Gwenaelle Lenoir